

Résultats économiques des élevages bovins lait du Grand Ouest : comparaison des exploitations du Rica et des fermes herbagères du réseau CIVAM

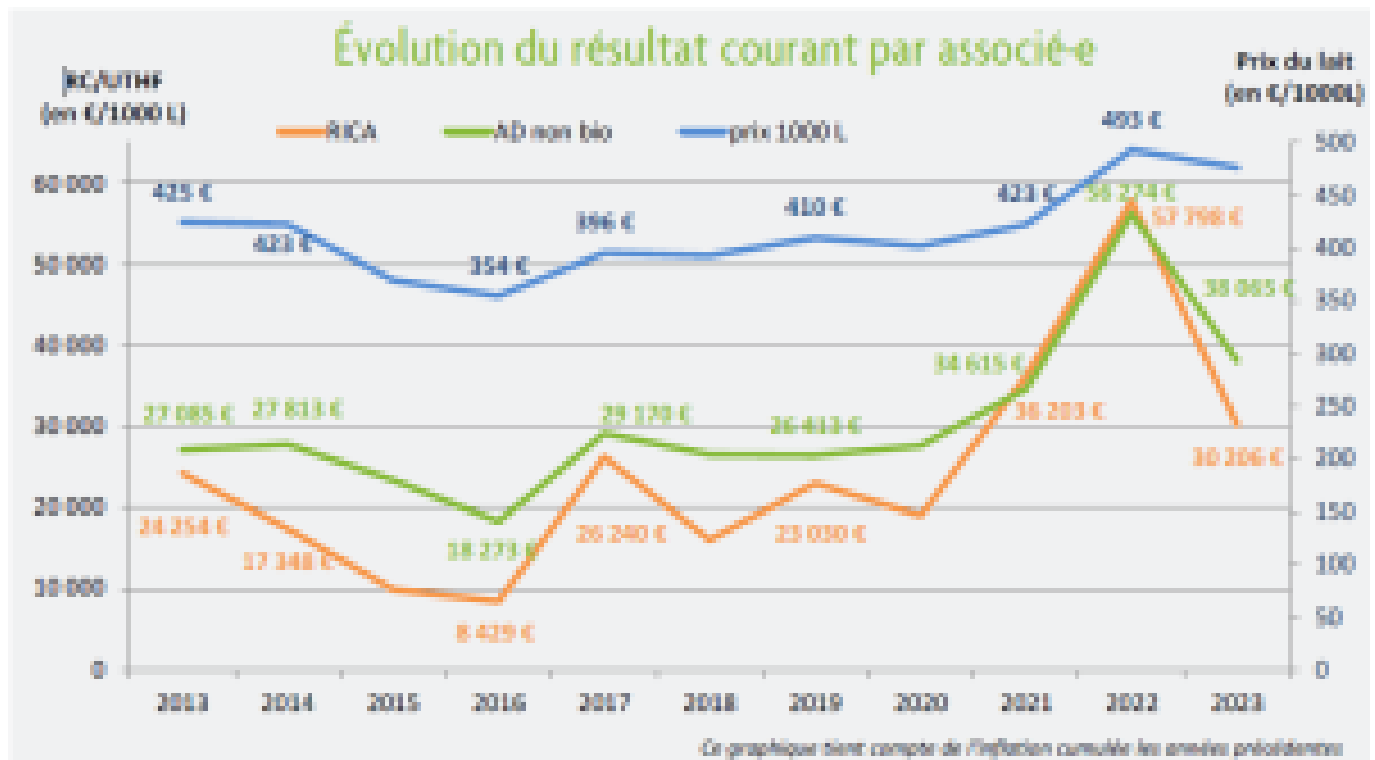
26 novembre 2025

Le réseau CIVAM a publié, en octobre 2025, un rapport de son « observatoire technico-économique des systèmes bovins laitiers », basé sur l'exercice comptable 2023. Conduite annuellement depuis une dizaine d'années, cette étude compare les résultats économiques des élevages laitiers en « agriculture durable » (AD), dont une partie est en AB, avec ceux des exploitations bovins-lait du Réseau d'information comptable agricole (Rica). Dans un contexte où le nombre d'exploitations laitières a diminué d'un tiers en dix ans, les auteurs entendent aussi répondre à la question du travail et de l'attractivité du métier : « comment maintenir une production sans épuiser les humains qui la portent ? ».

Situées en Bretagne, Pays de la Loire et Normandie, les fermes laitières en AD se caractérisent par l'importance accordée au pâturage dans l'alimentation du bétail, ce qui les rend plus économes et autonomes en intrants (moins d'achats d'aliments et moins de maïs dans l'assolement). Les chiffres 2023 confirment ceux des années précédentes. Les chiffres donnés par la suite sont ceux des exploitations en AD non bio, dont le prix d'achat du lait est comparable à celui des exploitations conventionnelles du Rica. Les résultats des fermes en AD bio, également documentés par l'observatoire, vont dans le même sens.

L'efficacité économique des exploitations en AD (ratio valeur ajoutée sur produit d'activité) est supérieure de 37 % à celle des fermes du Rica, alors que leur productivité est moindre (5 700 litres par vache contre 7 100) et leur produit d'activité inférieur de 34 %. Leur stratégie « valeur ajoutée » plutôt que « volume », consiste à contenir au maximum les charges, en particulier le coût alimentaire du troupeau : les légumineuses et graminées des prairies remplacent l'achat de concentrés, coûteux. Ainsi, en 2023, le résultat courant des fermes en AD était de 38 000 € par associé, contre 30 200 € en moyenne pour les fermes conventionnelles du Rica (figure). Sur 10 ans, leur robustesse est également plus grande.

Résultat courant par unité de travail humain familiale (UTHF) sur 10 ans, pour les exploitations bovins laitières conventionnelles (RICA) et en AD non bio, en lien avec l'évolution du prix du lait



Source : réseau CIVAM

En ce qui concerne le capital investi et les emprunts associés, pour 100 € d'excédent brut d'exploitation (EBE), 38 € en moyenne servaient à rembourser les prêts pour les fermes en AD en 2023, contre 83 € pour les fermes conventionnelles du Rica. Au-delà de la pression financière sur l'éleveur, les auteurs soulignent la charge mentale que ces lourdes annuités peuvent représenter en conventionnel. Elles limitent les marges de manœuvre dans les choix professionnels et pèsent sur l'articulation entre travail et vie personnelle.

L'étude aborde ensuite le « résultat social » (indicateur du réseau CIVAM qui traduit le réinvestissement de la richesse dégagée dans la rémunération du travail), montrant qu'il est supérieur de 34 % pour les fermes du réseau. Elle illustre aussi leurs moindres impacts environnementaux (azote, phyto, énergie, etc.). Elle se termine par un court dossier sur la monotraite, à partir d'un sous-échantillon des fermes en AD et de témoignages, qui montrent qu'elle engendre moins d'astreinte mais plus de revenu que la bitraite.

Karine Belna, Centre d'études et de prospective

Source : [réseau CIVAM](#)